

RELANCE DE LA BOURSE D'ALGER

Des dispositions de la LFC 2009 pourraient être contournées

Des dispositions de la loi de finances complémentaire de 2009, le droit de préemption de l'Etat en cas de cession de participations des sociétés étrangères et la règle 49/51 régissant l'investissement étranger pourraient être contournées en vue de relancer la Bourse d'Alger.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Un projet de réforme du marché financier national a été lancé, en mai dernier, sous l'égide du ministère des Finances, de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations en bourse (Cosob) et l'assistance du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud).

Dans ce cadre, et suite à une mission de dix semaines, quatre experts étrangers et un expert algérien ont procédé à une évaluation globale du marché financier national qui a été présentée jeudi dernier.

Les conditions existent...

Selon ces consultants, le marché des capitaux en Algérie peine à émerger réellement, depuis près de deux décades après le lancement de la Bourse d'Alger.

Certes, «les conditions existent», dira le consultant international Yann Christin, pour le développement dudit marché. Cela en termes d'infrastructures et d'organismes de régulation, d'un certain volontarisme des acteurs institutionnels et entrepreneuriaux, d'un cadre réglementaire et technique existant, ainsi que des conditions d'activité boursière, obligatoire et de services relativement incitatives.

Les tares du marché financier

Néanmoins, et les experts sollicités s'accordant là-dessus, un marché financier qui pâtit d'un déséquilibre entre l'offre réduite en titres et produits financiers et une forte demande en titres et produits, une activité boursière (titres et obligations) très limitée, un nombre insuffisant d'intermédiaires en opérations boursières et financières, avec une approche administrative des métiers financiers, l'absence

de front-office dans certaines banques. Mais aussi d'un cadre réglementaire complexe quoique encore inachevé, un rapport à l'international assez ambigu, voire une omniprésence de l'Etat organisateur sans être investisseur.

Une réforme est lancée

Des difficultés, des tares avérées et qui ne permettent pas de répondre aux besoins croissants de financement et de mobilisation de l'épargne financière nationale.

Or, c'est dans ce sens qu'un projet de réforme visant notamment l'amélioration de l'alimentation de la Bourse, la professionnalisation des intervenants, l'augmentation du nombre des intermédiaires en opérations de Bourse (IOB) et le développement des métiers et services d'investissements a été agréé par les pouvoirs publics et impulsé par la Cosob, selon son directeur général, Noureddine Smail.

Dans ce sens, et grâce à cette évaluation, des pistes susceptibles d'être affinées ont été identifiées, notamment l'ouverture du capital d'entreprises publiques du secteur industriel.

Elargir l'alimentation de la Bourse

Il s'agit d'envisager, dans le cadre des négociations de partenariat en cours, d'introduire à la cotation une partie des actions détenues par l'Etat ou son partenaire stratégique, ou de céder au partenaire privé et au grand public une partie des actions.

Dans ce contexte, une cinquantaine d'entreprises nationales seraient éligibles à la cotation, tant du secteur public que privé. Cela même si des contraintes se

posent pour le secteur privé, notamment les sociétés étrangères.

Des dispositions légales contournables

Dans ce sens, des dispositions de la loi de finances complémentaire de 2009, le droit de préemption de l'Etat en cas de cession de ses participations et la règle 49/51 régissant l'investissement étranger pourraient être contournées.

Outre la révision du régime fiscal en vigueur et la fixation d'un seuil minimum pour l'autorisation du Conseil de la monnaie et du crédit auprès de la Banque d'Algérie, des opérations de cession d'actions des banques et établissements financiers, il est question selon la Cosob de «la renonciation» au droit de préemption de l'Etat au profit d'investisseurs nationaux «et ce lorsque la partie étrangère décide de réaliser la cession de ses participations via la Bourse d'Alger».

Mais aussi de «dispenser les sociétés à capitaux étrangers, créées antérieurement à la promulgation de la loi de finances complémentaire de 2009, vou-

lant ouvrir leurs capitaux à moins de 50% via le marché financier, de la disposition des 49/51 édictée par LFC susmentionnée».

Des options possibles ?

En d'autres termes, la société étrangère pourrait céder une partie de ses actions au grand public, via la Bourse, sans avoir à demander l'aval de l'Etat, comme elle pourrait obtenir que les 51% des actions majoritaires soient acquises par des épargnants du grand public.

D'autant que le droit de préemption de l'Etat retarde quelque peu le processus de cotation des sociétés étrangères même s'il ne le bride pas dans l'absolu, comme le relève l'expert français Georges Broché qui déplore l'impossibilité pour les opérateurs étrangers d'accéder à la Bourse. Et cela même si les experts sollicités, à l'instar de Yann Christin, refusent d'«interférer» dans les choix de politique économique fixée par le gouvernement. Toutefois, cette option ne constituerait qu'une mesure d'«ajustement», selon l'expert en ingénierie financière, Lies Kerrar.

POINTS DE VUE :

**ABDERRAHMANE BENKHALFA
(DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE L'ABEF) :**
«Un signal à la sphère réelle»

Le lancement d'une réforme du marché financier est un «pas important», un signal adressé à la sphère réelle pour le délégué général de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef), Abderrahmane Benkhalfa. Selon le représentant de la place bancaire, «il ne suffit pas de figner» les textes en vigueur et d'atermoyer, mais de bouger en direction de la sphère réelle. D'autant que le potentiel existe, dira le délégué général, en dépit de l'absence invoquée de capacités et intentions d'émission et du fait que les entreprises sont surendettées et sous-capitalisées.

C. B.

**LIES KERRAR (CABINET CONSEIL
D'INGÉNIERIE FINANCIÈRE HUMILIS) :**
«Focaliser sur l'épargne et offrir des produits adaptés»

L'épargne financière est importante et les besoins en financement et en placements sont également importants, selon le spécialiste en ingénierie financière et manager du cabinet conseil Humilis, Lies Kerrar. Dans la mesure où l'épargne est fortement disponible et que les besoins doivent trouver répondants, ce spécialiste appelle à focaliser sur l'épargne et la canaliser. Soit, œuvrer à offrir des produits et moyens de placements adéquats, à bien servir l'épargnant, relève Lies Kerrar qui estime primordial d'«insuffler une dynamique de mouvement».

C. B.

**ADEL SI BOUAKKAZ (CABINET D'INGÉNIERIE
FINANCIÈRE ET GESTION DE FONDS NOMAD) :**
«Une question de confiance»

Le développement du marché financier est «une question de confiance», selon Adel Si Bouakkaz du cabinet d'ingénierie financière et gestion de fonds Nomad.

Selon ce spécialiste financier, le potentiel d'entreprises éligibles existe même si l'enjeu reste de «convaincre, rassurer» ces acteurs.

C. B.

**YANN CHRISTIN (CONSULTANT INTERNATIONAL
EN CAPITAL MARKET, CORPORATE FINANCE ET
CONSEIL JURIDIQUE) :**

«L'ouverture est primordiale»

L'ouverture en matière de développement du marché financier est primordiale, selon le consultant international en capital market, corporate finance et conseil juridique, Yann Christin. Pour cet expert, le marché algérien se caractérise par un déficit d'offres et d'énormes besoins de financements et placements.

D'où un enjeu crucial de rediriger l'épargne vers la satisfaction desdits besoins, relèvera-t-il, et asseoir une démarche d'ouverture, en mettant en avant la nécessité de ne pas attendre dans la réalisation de ce plan de développement, optimiser l'utilisation des infrastructures actuelles, multiplier le nombre d'intervenants et d'émissions, développer la participation des secteurs marchands notamment publics.

C. B.

L'ENTREPRENARIAT ET LA CRÉATION D'ENTREPRISES

Quelques conseils-clés pour les étudiants en fin de cycle

Vous êtes étudiants en fin de cycle de formation et vous désirez créer votre propre entreprise ? Qu'il soit un rêve entretenu depuis l'enfance ou né d'une circonstance particulière, il y a toujours un moyen de le concrétiser. La Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie livre à travers l'expérience d'un jeune Algérien, aujourd'hui manager de sa propre entreprise, quelques conseils-clés.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - La Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK Algérie) a organisé, ce jeudi, à Alger, une journée d'information sur l'entrepreneuriat et la création d'entreprises au profit des étudiants de l'Ecole supérieure algérienne des affaires.

Ce rendez-vous qui a eu lieu dans l'enceinte de cette prestigieuse école a permis à ces futurs hommes d'affaires et chefs d'entreprise de constater de visu l'expérience de Mohamed Yacine, manager de Blue Corporation, une entreprise spécialisée dans le domaine de consulting et de marketing. Ce dernier, qui était encore étudiant il y a à peine quelques années à l'Université des sciences et technologie Houari-Boumediène et travaillant en même temps comme maître-nageur pendant l'été à la piscine Kiffan Club, à l'est d'Alger, pour gagner son argent de poche, a expliqué aux étudiants comment démarrer de zéro et aboutir à ce qu'il est devenu aujourd'hui, entre autres membre du conseil exécutif de AHK Algérie. Ainsi, que faut-il faire quand on est étudiant en fin de cycle et qu'on s'ap-

prête à entrer dans la vie professionnelle ? Pour le jeune patron de Blue Corporation, avant toute chose, il faut avoir une vision. Le terme peut être aussi vague que l'est le sens approprié, mais il est à retenir, explique-t-il, qu'il faut indéniablement séparer sa vision personnelle de celle qu'il faut avoir pour le lancement et l'expansion de son entreprise. Car c'est justement cette vision qui doit se rattacher à l'environnement immédiat qui permettra de relancer l'entreprise si jamais une situation de stagnation se profile sur le parcours. Mais il y a toute une liste de caractéristiques qui doivent accompagner cette vision, à commencer par une motivation intrinsèque, une capacité d'apporter des réponses aux besoins, avoir un bon réseau et des contacts, d'où, signale-t-il, l'importance de garder des contacts avec les acteurs de l'environnement dans lequel on évolue tout au long des différentes étapes de sa carrière.

Un ami qui était autrefois camarade de classe peut demain devenir cadre dans une institution, une entreprise ou bien acteur influent dans un quelconque organisme avec lequel s'inscrit en droite

ligne l'évolution de l'entreprise.

La compétence et l'aptitude, ce sont aussi deux clés de réussite, d'où l'importance de la formation et de la mise à jour de ses connaissances, car la science comme les connaissances évoluent et le monde avec. Mais pour revenir à la première caractéristique qui est la vision, Mohamed Yacine explique que celle-ci ne naît pas d'un miracle, mais plutôt d'un apprentissage dans quelque domaine, d'où, explique-t-il, l'intérêt d'occuper des postes de travail comme salarié avant de créer son propre entreprise.

Une conjoncture économique qui impose l'innovation

Pour le manager de Blue Corporation, énormément de créneaux restent à développer en Algérie, et beaucoup d'autres sont carrément inexistants. C'est ce qui fait, d'ailleurs, à ses yeux, que la conjoncture économique algérienne impose aujourd'hui l'innovation. «Le marché algérien a besoin aujourd'hui de nouvelles idées. L'erreur de la plupart des jeunes créateurs d'entreprises consiste dans le copiage, alors qu'il faut se différencier des autres et monter un projet dont le concept est propre à soi. C'est la différence qui fait gagner d'autant plus que le marché économique et d'investissement algérien est dépourvu de nombre de créneaux que vous pouvez développer», a-t-il expliqué. Il cite, à cet effet, le secteur du tourisme ou encore celui du consulting

dans lequel il opère. Concernant ce créneau, il regrette qu'il ne soit pas assez développé malgré la disponibilité de grandes potentialités en la matière, à savoir des universitaires qui restent isolés dans le secteur de l'enseignement.

Ces étudiants qui ne connaissent pas le chômage

De la théorie à la pratique. Les étudiants en master science de gestion de l'Ecole supérieure algérienne des affaires sont la plupart du temps embauchés dans de prestigieuses entreprises avant même qu'ils ne finissent leur cycle. C'est la directrice de l'ESAA, le P^r Joëlle Le Vourc'h, qui l'affirme. «Nous avons un taux de zéro chômage à la sortie de chaque promotion.

Ces étudiants, dont le diplôme équivaut celui délivré par l'université française de Lille II, sont déjà repérés par des chefs d'entreprise quelque temps avant la fin de leur cycle, d'autant plus qu'ils suivent au cours de leur première année un stage pratique allant de 1 à 3 mois et en deuxième année un autre stage de quatre à six mois dans une entreprise», a-t-elle souligné.

Et d'ajouter que pas plus tard que mercredi dernier, plusieurs entreprises, entre autres Société Générale, Sovac Algérie, Alstom, General Electric, Natixis Algérie, Mazars et Hadj Ali, KPMG, Trust Bank, HSBC Algérie, Danone, Djurdjura, Cevital, MLA, Fransabank, Renault Algérie et Djizzy sont venues à l'école pour recruter des étudiants en fin de

cycle. Pour rappel, l'ESAA, issue d'un accord bilatéral entre l'Algérie et la France, a été créée en 2005 et est aujourd'hui à sa septième promotion. Sous tutelle de la Chambre algérienne de commerce, mais disposant d'un conseil administratif dans lequel siègent des partenaires algériens et français, notamment des entreprises, l'ESAA reçoit, selon toujours sa directrice, des subventions de la Chambre de commerce de Paris et celle de Marseille. Mais son objectif, insiste le P^r Le Vrouc'h, est d'arriver à l'autosuffisance.

Un but, confie-t-elle, qu'elle ambitionne d'atteindre d'ici l'année prochaine. L'accès à cette école est non seulement soumis à un concours strict mais aussi à une somme d'argent non à la portée de tout étudiant détenteur d'une licence, à savoir 90 millions de centimes. Le chef des projets au niveau de AHK Algérie, Sarah Ruschkowski, ainsi que son collègue Sonja Weichert, responsable de la promotion des exportations et des PME, dans la même structure, ont fait savoir qu'à cette occasion, des étudiants de l'ESAA bénéficieront de bourses dans des universités allemandes.

Elles feront également savoir que AHK, installée en Algérie depuis 2005 et qui compte aujourd'hui 700 entreprises algériennes et allemandes, a considérablement participé à l'évolution de la coopération entre les deux pays, notamment dans le domaine de la formation.

M. M.